

**MINISTÈRE
DE L'INTÉRIEUR**

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION GÉNÉRALE
DE LA
SURETÉ NATIONALE

Cabinet
CONFIDENTIEL

LYON

le 25 AVRIL 1939

COMMISSARIAT SPÉCIAL DE

LYON

N° 2656

Le Commissaire Divisionnaire,
Chef des Services de Police spéciale,

à Monsieur le Préfet du Rhône,
(Cabinet)

LYON

objet :

a /s de la reconstitution du comité FRANCE-ALLEMAGNE. Comme suite à mes précédents rapports concernant la reconstitution envisagée du comité FRANCE-ALLEMAGNE, j'ai l'honneur de vous faire connaître ce qui suit :

Destinations :

M. le Préfet (Cabinet)

M. le Secrétaire général pour la police .

M. le Commissaire de police chef de la Sûreté LYON.

M. Otto ABETZ, secrétaire particulier de M. Von RIBBENTROP, Ministre des Affaires Etrangères d'Allemagne, dont la venue à LYON avait été annoncée, pour la semaine dernière, est arrivé dans notre ville, à l'improviste, sans que les autorités consulaires allemandes en aient été informées, samedi 22 courant, à 18 heures.

Il arrivait de Hyères (Var), après être passé par l'Italie où il avait pénétré par Modane, le 15 courant, venant de Paris.

Le Consulat d'Allemagne ne prévoyait son arrivée à LYON que dans le courant de cette semaine.

J'ai su qu'à Hyères, M. ABETZ a rencontré le docteur Félix BERARD qui lui a fait visiter l'Hopital René Sabran qu'il dirige à Giens.

On peut supposer que M. et Mme ABETZ sont arrivés à LYON en même temps que M. Félix BERARD qui est venu de LYON Giens en voiture automobile (402 Peugeot, N° 5.402 Y U 4).

Ils sont descendus à l' Hôtel Royal (appartement N° 85) et ils ont dîné le même soir, 1 quai Jules Courmont, chez Mme BERARD, épouse du professeur de la Faculté de Médecine, actuellement absent de LYON, en compagnie de leur fils Félix BERARD dont il est parlé plus haut.

Dimanche soir, 23 courant, M. et Mme ABETZ ont de nouveau dîné chez Mme BERARD où une petite réception d'anciens membres du comité France-Allemagne avait été organisée.

A cette réception où se trouvaient réunies quelques personnes d'un certain âge, les questions débattues auraient été les mêmes que celles traitées à la réunion d'hier au soir et dont le compte rendu suit :

Hier, lundi, 24 courant, une personne que l'on croit être M. MADINIER, ancien président du comité dissous FRANCE - ALLEMAGNE, est venue à 19 heures à l'hôtel Royal pour y chercher Mme et M. ABETZ et les emmener dîner. Cette personne les a conduit vers 21 H.30 jusqu'à la porte de la Brasserie

Thomassin, sans y entrer elle-même.

A partir de 20 h.30, se trouvaient réunies dans un salon du premier étage de la Brasserie Thomassin, 24 personnes qui avaient été invitées à assister à une réunion où Mr. Félix BERARD et Mr. ABETZ devaient prendre la parole en vue de la reconstitution d'un comité FRANCE-ALLEMAGNE.

+

Dans l'après-midi, 300 invitations avaient été rapidement distribuées par Mr. Jean Albert FOEX, membre dirigeant du Groupement "National syndicaliste" récemment créé à Lyon.

L'auditoire était composé de jeunes docteurs, étudiants en médecine et on y remarquait, en outre, :

SAPE Fernand, dit Philippe DREUX, président, avec FOEX, du Groupement National Syndicaliste.

De MONJOYE, membre militant du P.S.F.,

ALLAIX Louis, ancien membre du Parti franquiste, (Marcel BUCARD

BOZON Victor, Président du parti Républicain national et social

SCIAVES, Ancien membre du Groupe des Jeunesses Nationales et sociales, fils du Directeur de l'Hôtel des Archers,

Mr. le Docteur Félix BERARD présidait cette réunion et avait près de lui Mr. le Docteur LUGAN.

Mr. le Docteur BERARD prend le premier la parole et présente Mr. ABETZ.

Il existe, dit le Docteur BERARD, trois problèmes concernant l'Allemagne qui subit en ce moment une crise de puberté.

1°- Problème démographique, étant donné le développement formidable de la population allemande qui a compté 650 à 700 mille naissances pour l'année 1.938 ; il y a donc lieu de faciliter son extension.

2°- Problème économique en rapport avec la densité de sa population,

3°- Problème culturel. L'Allemagne étant un pays de grande culture a naturellement une grande mission à remplir. Actuellement, la jeunesse allemande ~~éprouve~~ est prise par le même dynamisme auquel nous assistâmes en France lors de la Révolution et de l'Empire. Il indique que certaines populations de France, notamment l'Est, la Franche-Comté, et même la région lyonnaise ont certaines affinités de races avec le peuple germanique de Rhénanie et les Badois. En parlant d'une guerre éventuelle, l'orateur spécifie qu'elle ne servirait à rien qu'à enrichir une certaine catégorie, -les fabricants de canons, par exemple, -pendant que d'autres iraient se faire tuer ~~sur~~ les champs de bataille ; le résultat final pour les survivants serait de voir le triomphe du communisme. Il décla- rer qu'il convient de rechercher des accomodements permettant

l'extension du peuple allemand, en reconnaissant toutefois que le résultat sera plein de difficultés, étant donné que pour atteindre ce but il faut une compréhension très grande.

L'Allemagne, dit-il, a contre elle deux oppositions : L'impérialisme anglo-américain et le monde slave. Il n'y a pas d'hégémonie allemande. Il n'existe en Allemagne ni haine ni mépris contre nous : le titre d'ancien combattant français est un titre de gloire chez les allemands. Nous devons être l'arbitre et non le jeu d'une lutte. Et suivant la formule de Liautey, "faire voir sa force pour n'avoir pas à s'en servir".

L'orateur aborde ensuite la question des Dantzig et du couloir polonais.

Notre mission, dit-il, est d'aider l'Allemagne à la reconstitution de l'Europe balkanique et centrale et non de la laisser agir seule et à sa seule fantaisie. Il compare l'Allemagne surpeuplée à une chaudière qui aurait trop de pression et qui serait prête à éclater. Il ne faut pas, dit-il, boucher les ouvertures de cette chaudière sinon elle éclatera. Elle sera détruite, c'est évident, mais ses éclats risqueront de blesser ses voisins.

Mr. Félix BERARD déclare qu'on souhaite à Paris, dans certains milieux touchant le Gouvernement, la reconstitution du Comité FRANCE-ALLEMAGNE qu'il souhaite lui-même, - même si ceux qui l'ont créé ne veulent plus en faire partie.

Il parle de l'entente universitaire Franco-Allemande dont il s'occupe ~~et qui~~ à Lyon bien que n'y habitant plus depuis 8 ans et qui pourrait être la base d'un comité futur. Il propose la création d'un nouvel office universitaire Franco-Allemand à Lyon et rend hommage à la réception admirable que firent en Allemagne les médecins allemands à leurs collègues français qui s'étaient rendus auprès d'eux.

Il termine en indiquant qu'il fait confiance à l'intelligence des hommes de notre siècle pour discuter raisonnablement les différends qui peuvent les séparer, sans avoir à massacrer des millions d'êtres humains.

La parole est ensuite donnée à Mr. Otto ABETZ qui parle un français très pur, mais avec un accent tudesque.

Celui-ci fit un exposé sur les affinités qui rattachent les deux peuples et parle notamment du désastre qui pourrait amener une guerre pour les œuvres d'art qui se trouvent en France et en Allemagne, notamment à Reims et à Nuremberg et qu'on ne pourrait reconstruire. Il indique qu'il est complètement d'accord avec le discours prononcé par le Dr. Félix BERARD et il mentionne qu'en Allemagne le Comité Franco-Allemand continue à fonctionner parce qu'il est un organe gouvernemental.

Il essaye de justifier la méthode employée par son Gouvernement qui, dit-il, était la moins sanglante, la seule possible. Je ne veux pas, encore que je le pourrais, me placer sur le seul terrain juridique ; mais, si vous, Français, vous voulez juger la méthode employée par notre Führer, voulez-vous me dire si toutes les méthodes politiques sont vraiment justiciables .

Il dit que l'Allemagne étant un grand pays a besoin de s'aggrandir ; que les récentes conquêtes d'Hitler étaient nécessaires et qu'elles ne peuvent porter ombrage aux autres grandes nations.

Il aborde les résultats de Munich, que l'on ne peut encore juger sainement.

A ce moment, il donne l'impression qu'il est venu vraiment pour tenter, une fois de plus, une liaison avec les Français ; mais si son exposé donne l'impression de sincérité dans les désirs d'un rapprochement, il semble assez imprécis et impénétrable ensuite lorsque des questions précises lui sont posées sur la politique de son Gouvernement. Il semble alors hésiter, se justifier mal et dériver les questions qui le gênent.

En effet, un auditeur, le Dr. MICHEL, qui n'a pas encore été identifié exactement, lui fait une contradiction très précise en ces termes : " ~~Nous n'avons p~~

" Nous n'avons plus confiance en vous, allemands ! C'est ma dernière revendication en Europe, avait dit Hitler à Munich. Les éléments Français, dont je suis, dit le contradicteur, qui souhaitent un rapprochement avec l'Allemagne, sincèrement, viennent de subir, avec la Tchécoslovaquie, une giflée. Je vous pose la question en face, Otto ABETZ ?.. où cela s'arrêtera-t-il ?..."

Mr. Otto ABETZ s'élève, très rouge. Il s'embrouille dans sa réponse : " La Tchéquie, amputée, ne pouvait pas restée dans cet état, il fallait en finir ".

Mais alors, dit le Dr. MICHEL, pourquoi ne pas se réunir, comme la veille à Munich, tous les quatre, autour d'une table ?... La France, confiante en vous encore à ce moment, eut accepté quelque chose de nouveau .

Nous en doutions, répond Mr. ABETZ. Il y a des méthodes qui évitent bien des conflits.

A nouveau, Mr. ABETZ manifeste son désir de rapprochement Franco-Allemand. Pourquoi, vous, Français, avez-vous cru être humiliés par Munich . Jamais l'Allemagne nouvelle n'a cherché à humilier la France. Nous reconnaissons le prestige français. Nous voudrions une suite à Munich. Il y a des cas où celui qui recule s'ennoblit. Ainsi, nous, nous aimons les Sudètes comme des passionnés, comme vous, vous aimez l'Alsace. Les passion-

~~nés que vous êtes pour l'Alsace.~~ Les passionnés, il faut savoir leur laisser l'objet de leur passion, sinon ils font des folies. S'opposer à leurs désirs, c'est comme dans un conflit sentimental entre deux individus ; c'est au moins ardent de savoir s'effacer, sinon c'est le duel. Nous nous sommes effacés pour l'Alsace comme nous voudrions que vous vous effaciez sans certaines questions qui nous brûlent.

Il reconnaît que la manière d'agir d'Hitler a été un peu brutale mais qu'il ne pouvait faire autrement. Parlant de l'Alsace-Lorraine, il indique que la France y attache une telle importance que les Allemands y ont renoncé, sachant fort bien qu'ils ne pourraient l'obtenir dans les mêmes conditions que la Tchécoslovaquie, c'est à dire, sans faire couler le sang. C'est là, ajoute-t-il, l'honneur d'Hitler et il précise qu'en ce qui concerne ce dernier pays, si la France et l'Angleterre s'étaient opposées à l'entrée des Allemands, l'Allemagne n'en n'aurait tenu aucun compte.

Au sujet de l'intervention du Docteur MICHEL qui a déclaré que les Français ne pouvaient plus avoir confiance aux déclarations d'Hitler, Mr. ABETZ a convenu que s'il était Français, il aurait les mêmes soupçons.

A ce moment, Mr. le Docteur BERARD Félix répond à son collègue MICHEL en indiquant que sur ce sujet il a rédigé un article qui va paraître le mois prochain sur un journal allemand et qu'il y est spécifié, qu'à l'avenir, toutes ces questions peuvent être traitées amicalement autour d'une table.

Enfin, Mr. ABETZ a parlé des Généraux français auxquels il a rendu hommage; puis, dérivant toujours sa cause, est revenu aux thèmes des deux cultures, de nos monuments et des leurs et a manifesté son désir de voir se réaliser, des deux côtés, un respect mutuel de ces cultures et de ces civilisations affirmées.

Il a parlé des nations de l'Est de l'Europe qui ne sont, dit-il, que des écoliers en présence des deux grands maîtres que sont la France et l'Allemagne civilisées et Fortes.

Mr. ABETZ devant partir, la séance a été levée subitement et le Dr. BERARD l'a accompagné dans sa voiture à l'Hôtel Royal, puis à la gare où il a pris le train de 0 h.4, direction de Strasbourg. Il était accompagné de sa femme qui avait assisté également à la réunion et qui avait été quitté la salle quelques minutes avant son mari.

J'ai su que Mr. ABETZ avait été rappelé d'urgence à Berlin par un télégramme de son Gouvernement.

D'après les renseignements recueillis, cette réunion s'est terminée sans résultat précis.

Mr. BERARD Félix a déclaré à quelques personnes présentes qu'il n'entreprendra rien de définitif avant d'en avoir référé, à Paris, aux milieux officiels avec lesquels il a dit vouloir marcher en plein accord.

Il a ajouté qu'il référerait de ce qui s'est passé, cette semaine même, à Paris.

Le Commissaire divisionnaire de
Police spéciale :

